



COMMUNIQUÉ

Fin des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic **Les employés de l'État retrouvent leurs droits**

Montréal, le 31 mars 2010 – Dans quelques heures, les conventions collectives des salariés des réseaux publics de la santé et des services sociaux, de l'éducation, de la fonction publique ainsi que des organismes gouvernementaux viendront à échéance. Ainsi, ces centaines de milliers de personnes recouvreront pleinement leurs droits fondamentaux, niés par une loi spéciale adoptée en décembre 2005.

Partout au Québec, les salariés soulignent cette journée particulière : dans les milieux de travail, les employés rencontrent leur employeur afin de lancer un message clair en vue d'un règlement satisfaisant des conventions collectives dans les meilleurs délais. Rappelons qu'au cours d'une réunion extraordinaire tenue le 29 mars dernier, les dirigeants syndicaux et les ministres concernés ont réitéré leur objectif de conclure les négociations d'ici les premiers jours d'avril.

Le décret de 2005 avait imposé aux salariés un gel des salaires et des reculs considérables dans les conventions collectives. Pour le Front commun SISP–CSN–FTQ, l'actuelle ronde de négociations doit absolument mener à des ententes négociées satisfaisantes qui contiendront des solutions tangibles aux graves problèmes que vivent nos services publics, découlant notamment de la pénurie de main-d'œuvre.

Le Front commun visible partout au Québec

Dès minuit ce soir, les salariés des réseaux publics retrouvent donc leurs droits. Aujourd'hui, ils tiennent des activités de visibilité extérieure pour souligner la fin de dispositions répressives inusitées contenues dans la loi spéciale qui prévoyait des mesures punitives majeures à l'égard de tout moyen de pression, même mineur, de la part des syndiqués. Rappelons que cette loi d'exception a été condamnée sans équivoque par le Bureau international du travail (BIT) parce qu'elle niait complètement le droit de négocier ses conditions de travail.

Un dernier sprint de négociation

Réunis au sein d'un Front commun historique, les salariés de l'État ont tout mis en œuvre pour permettre à ces négociations de se conclure de façon satisfaisante sans conflit. Depuis hier, 30 mars, les négociations se déroulent en continu pour tenter de trouver un terrain d'entente, et ce, à toutes les tables de négociation des différents réseaux.

« La dernière fois que les employés de l'État ont signé des ententes globales remonte à 1999. Plus de dix ans plus tard, qui reprochera aux salariés d'attendre une négociation diligente et de bonne foi ? Les problèmes dans les réseaux publics n'ont fait qu'empirer au cours de ces dernières années parce qu'aucune négociation n'a eu lieu pour trouver des solutions. Il y a, c'est clair, urgence d'agir », déclarent les porte-parole du Front commun.

Dominique Verreault, porte-parole du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), Claudette Carbonneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et Michel Arsenault, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) ont

encore souligné l'importance d'en arriver à une entente négociée, non seulement pour les travailleuses et les travailleurs qu'ils représentent, mais également pour la population qui s'attend à des services de qualité davantage accessibles. De plus, comment passer sous silence l'importance économique des emplois du secteur public dans les régions ? Il est clair qu'un appauvrissement des travailleuses et des travailleurs comme le propose actuellement le gouvernement aurait un impact sur la vigueur de la reprise économique.

Revendications

Le Front commun revendique la protection du pouvoir d'achat (inflation) des 475 000 travailleuses et travailleurs qu'il représente, ainsi qu'un rattrapage salarial par rapport au secteur privé où les salaires sont plus élevés d'environ 7,7 %.

Par ailleurs, les organisations syndicales regroupées au sein du Front commun souhaitent apporter des solutions concrètes aux problèmes criants de main-d'œuvre qui pénalisent nos services de santé et sociaux, d'éducation ainsi que la fonction publique.

Le Front commun réunit tous les grands syndicats présents dans les secteurs public et parapublic, soit les organisations regroupées au sein du SISF (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ et FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB et UES).

– 30 –

Renseignements :

Marjolaine Perreault, SISF : 514 235-5082

Jean-Pierre Larche, CSN : 514 605-0757

Jean Laverdière, FTQ : 514 893-7809